

Jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest : quelles réalités et quelles perspectives ?

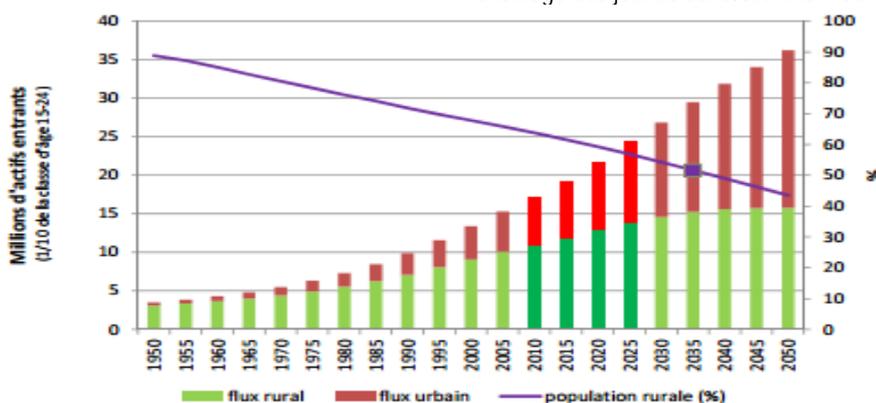
Depuis quelques années, de plus en plus d'acteurs s'intéressent à la question des « jeunes ruraux » en Afrique de l'Ouest. Ces travaux donnent à voir une image contradictoire de la jeunesse rurale, qui est représentée à la fois comme un potentiel immense pour l'avenir des pays et comme une source de tensions et d'instabilité profondes (chômage, sous-emploi, criminalité...). Autre paradoxe, les jeunes ruraux font face à des perspectives d'emploi difficiles alors même que les organisations de producteurs familiaux s'inquiètent de la pérennité de leur activité, faute d'une relève assurée. Cette synthèse reprend les grandes questions soulevées aujourd'hui lorsque le « problème » des jeunes ruraux est abordé. Les réalités des jeunes ruraux sont diverses, mais le plus souvent difficiles. Face à ces contraintes, quelles solutions sont envisagées ? L'agriculture est souvent mise en avant comme étant la principale solution au « problème » des jeunes ruraux. L'est-elle vraiment ? Sinon, quelles alternatives existe-t-il ?

I. Les « Jeunes ruraux » : un enjeu démographique, politique, et de définition

A. Quand et pourquoi la question des « jeunes ruraux » est-elle apparue ?

Le spectre du chômage et du sous-emploi. L'intérêt récent pour la question des « jeunes ruraux » en Afrique est en partie lié aux résultats de travaux de prospective sur les dynamiques démographiques et le marché de l'emploi. Du fait de la forte croissance démographique de la population, les actifs arrivant chaque année sur le marché du travail en Afrique subsaharienne devraient passer de 17 millions à 25 millions d'ici 2025, soit 330 millions en tout. Les deux tiers (environ 200 millions) seront en zone rurale. Or l'agriculture est peu attractive, le tissu industriel est embryonnaire, le niveau d'éducation généralement bas : les perspectives d'emplois pour ces jeunes qui arrivent sur le marché du travail sont limitées. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 73 millions d'emplois ont été créés en Afrique entre 2000 et 2008, mais seulement 16 millions pour les 15-24 ans. Aujourd'hui déjà, quelques 60 % des chômeurs africains sont des jeunes et, dans la plupart des pays africains, le taux de chômage des jeunes est deux fois plus élevé que celui des adultes. [1 ; 2].

Un « problème » politique ? L'intérêt croissant pour la question des « jeunes ruraux » est en partie lié à une inquiétude du politique face au risque d'instabilité que ces jeunes « désœuvrés » représentent. En France et aux Etats-Unis déjà, les jeunes ruraux avaient suscité l'intérêt des gouvernements et chercheurs à des périodes de bouleversement sociaux [3]. En Afrique de l'Ouest, c'est à partir des années 1990, avec les conflits et les violences politiques en milieu rural (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia notamment) que la littérature commence à s'intéresser à la jeunesse rurale [4]. Plus récemment, le développement de mouvements terroristes dans le Sahel a certainement alimenté l'intérêt des Etats et de leurs partenaires techniques et financiers pour les « jeunes ruraux », qui sont des acteurs importants de ces dynamiques. Selon des travaux de la Banque mondiale, parmi les jeunes qui rejoignent un mouvement d'insurgés, un sur deux déclare que le chômage constitue sa principale motivation [2]. Pour Ibrahim Mayaki, Secrétaire exécutif du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le chômage des jeunes constitue une « bombe à retardement ».



Graph 1. Cohortes annuelles d'actifs ruraux et urbains en Afrique subsaharienne (1950-2050) [1]

Un enjeu agricole. Les organisations paysannes s'emparent aussi de plus en plus de la question « jeune ». Paradoxalement étant donné les forts taux de sous-emploi et de chômage, l'agriculture ouest-africaine est confrontée à des difficultés de renouvellement des chefs d'exploitation et de mobilisation de main d'œuvre pour les travaux champêtres. Dans ces conditions, les organisations paysannes s'interrogent sur les moyens de « maintenir » les jeunes dans l'agriculture. Le Roppa et ses plateformes nationales

« Nous avons un sérieux problème de main d'œuvre. »

créent ou envisagent de créer des « collèges des jeunes » afin de mieux comprendre les préoccupations des jeunes et y répondre. Dans son « Document d'orientation stratégique », les éleveurs et responsables de l'Association pour la promotion de l'élevage en Savane et au Sahel (Apress) s'interrogent sur la « relève de l'activité ». Le vice président de l'Apress écrit ainsi : « si nos enfants perpétuent notre œuvre nous sommes sauvés ; sinon on ne sait pas » [5].

B. Qui sont les jeunes ruraux ?

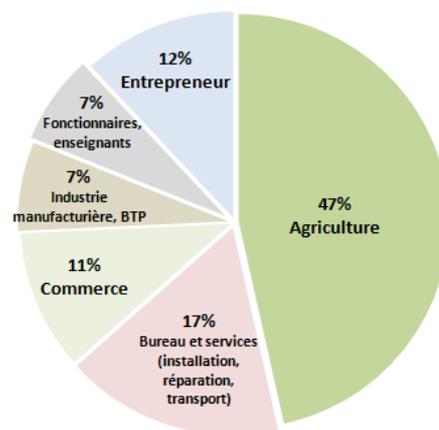
Une définition elle-même problématique. Selon l'Organisation des Nations unies, les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 24 ans. Pour l'Union africaine, la définition des jeunes recouvre la catégorie 15-35 ans. Il n'est pas rare toutefois qu'un homme de 45 ans, marié, avec des enfants soit considéré comme « jeune » dans les sociétés ouest-africaines.

Etre jeune n'est pas qu'une question d'âge. La définition de « jeune » pour les hommes d'Afrique de l'Ouest et du Centre dépend en effet avant tout de la position sociale. Un homme devient adulte lorsqu'il est capable d'assurer seul sa reproduction et celle de sa famille. Une fille devient généralement « une femme » après son mariage, souvent avant ses 20 ans. Etre jeune n'est pas une affaire d'âge au sens biologique du terme, mais de position socialement et culturellement construite par rapport à d'autres générations et par rapport à l'accès à des attributs et à des ressources qui donnent un pouvoir de « prise de parole » [4].

Vers la jeunesse éternelle ? Certaines études ont montré que cette période transitoire que constitue la jeunesse tend par ailleurs à s'allonger. Une analyse conduite dans trois capitales africaines (Dakar, Yaoundé et Antananarivo) montre que le franchissement des trois étapes majeures de l'entrée dans la vie adulte - le départ de la famille d'origine, l'entrée dans la vie professionnelle et l'entrée en union - ne se réalise plus aussi facilement qu'auparavant, du fait de la détérioration des conditions de vie dans ces trois villes africaines [6]. Cet allongement de la jeunesse, associée à un état d'irresponsabilité, est une source fréquente de tensions entre les générations [7].

Rural vs. urbain : une opposition caduque. La définition du « rural » est encore plus problématique. En Afrique de l'Ouest, les parcours ne sont ni linéaires, ni figés. De nombreux jeunes nés en milieu rural partent en ville, de façon saisonnière ou temporaire. Ce ne sont donc pas exclusivement des ruraux ou des urbains. La massification de l'école, la diversification des activités des ruraux, le retour au village de citadins confrontés à la crise économique urbaine, en particulier les jeunes, ont de plus conduit à un rapprochement des modes de vie urbain et rural [4].

Ruralité et agriculture ne se recoupent pas. Souvent, les jeunes ruraux sont assimilés à des jeunes agriculteurs. Les emplois en milieu rural se sont pourtant considérablement diversifiés, et cette diversification touche en particulier les jeunes et les femmes. Selon certaines études (cf. graphique), plus de la moitié des jeunes travailleurs en milieu rural a une activité autre que l'agriculture en Afrique. La plupart des jeunes engagés dans l'agriculture, en particulier les femmes, exercent parallèlement d'autres activités (transformation, petit commerce...).



Graph 2. Principales activités exercées par les jeunes en zones rurales en Afrique [2]

Les limites et les risques d'une définition homogène. Il n'existe donc pas « une » mais « des » jeunesse rurales. Cette catégorie n'est ni homogène, ni figée, ni étanche. Or les discours ont tendance à homogénéiser cette population et ses aspirations : « les jeunes ne veulent pas rester dans l'agriculture », « les jeunes n'aiment pas le travail manuel », etc. Cette simplification est d'autant plus problématique qu'elle fonde en général des orientations politiques. Une étude consacrée aux jeunes ruraux en Europe et aux Etats-Unis soulignait ainsi : « La jeunesse n'est qu'un mot que nous manipulons spontanément inconsciemment, au même titre que « le rural », [...] qui reste une expression floue que chacun tend à utiliser selon ses intérêts ou ses prénotions afin d'accentuer ou de minimiser [certaines observations] » [3].

De plus en plus visibles mais toujours aussi peu entendus.

Depuis quelques années, les jeunes ruraux sont plus visibles dans les médias, les discours politiques et les recherches en science sociale. Ils restent toutefois l'exemple même de ce que le sociologue Bourdieu appelle une « classe objet » : ce sont les autres qui produisent des discours et des études sur les jeunes ruraux, qui n'ont pas la maîtrise de leur « image sociale » [3]. L'anthropologue Kojou Amanor montre ainsi comment, au Ghana, un discours « anti-jeune » est apparu chez les aînés propriétaires fonciers et les chefs de patrimoines familiaux : « Ce discours dépeignait les jeunes comme irresponsables, irrespectueux, désinvoltes et paresseux, rechignant à aider leurs aînés au travail de la ferme et préférant s'échapper vers la ville ». Ce portrait de la jeunesse s'est transformé en discours national, imputant le déclin de l'agriculture au vieillissement de la population agricole et au refus des jeunes d'aider leurs parents [4].

II. Les réalités des jeunes ruraux : diverses et souvent difficiles

A. Les jeunes ruraux et leur famille : incompréhension, tensions, exclusion

Une rupture entre « jeunes » et « vieux » ? Selon les enquêtes menées par des organisations d'éleveurs, les premiers signes de rupture entre la génération des jeunes et celle de leurs parents étaient déjà apparus dans la période précédente, mais cette dernière s'est accentuée. Les éleveurs qui ont participé au « Document d'orientation stratégique » de l'Apess soulignent ainsi la difficulté qu'ils ont à comprendre leurs enfants: « *il est impossible d'avoir une concertation fructueuse avec les enfants à cause de l'éducation [des influences] de la rue* ». Certains sont conscients de la part de responsabilité des adultes, comme en témoigne cet éleveur leader Camerounais : « *ceux qui n'ont pas de relève sont en partie responsable de cet état de fait car les pères prennent des bergers et n'impliquent pas assez les enfants dans l'activité de l'élevage, et je pense que le fait que le nombre de troupeaux augmente est révélateur car les enfants qui deviennent autonomes rachètent du bétail pour leur propre compte. Alors on ne peut pas dire qu'ils n'aiment pas [l'élevage]* » [5].

Une place et un travail peu reconnus. Les travaux portant sur les jeunes ruraux et leur famille portent essentiellement sur les rapports au sein des exploitations familiales. L'économiste et sociologue russe Alexander Tchayanov a souligné, dès le début du 20^e siècle, que la reproduction de la famille (économique et alimentaire) est garantie par un sur-travail structurel et non reconnu, essentiellement des femmes et des jeunes. C'est la force de l'agriculture familiale par rapport à des structures de production basées sur des rapports salariaux, mais c'est aussi une source de tensions croissantes [8]. Les jeunes ne bénéficient généralement pas d'une rémunération lorsqu'ils participent aux activités agricoles de la famille, même s'ils peuvent recevoir des

« cadeaux » en nature ou en argent. Or ils ont de plus en plus des besoins et des désirs dont la satisfaction nécessite des revenus monétaires.

Des rapports marqués par le contexte social et politique. Les relations entre les jeunes et leurs familles dans les exploitations agricoles sont influencées par un certain nombre d'éléments, comme l'accès aux ressources naturelles, les conditions de valorisation du travail des jeunes, la disponibilité de la main d'œuvre agricole, les possibilités pour les jeunes de migrer ou de travailler ailleurs. Plus la pression foncière est forte, plus ces rapports sont en général compliqués. En Sierra-Leone et au Liberia, les fortes tensions intrafamiliales s'expliquent en particulier par le peu d'intérêt que les élites politiques ont porté au développement de l'agriculture familiale et par conséquent au contexte social et agraire particulièrement tendu [4].

Des tensions aggravées par la marchandisation de l'agriculture. L'évolution des systèmes agraires au Ghana montre que l'expansion de l'agriculture commerciale de plantation et du métayage a conduit à une érosion des solidarités familiales et une exclusion des jeunes les plus pauvres. Au fur et à mesure que l'agriculture se marchandisait et dépendait de l'utilisation d'intrants coûteux pour optimiser les bénéfices, l'accès des jeunes à la terre s'est mis à dépendre d'un capital. L'appartenance familiale ne garantit ainsi plus l'accès des jeunes à la terre, que les aînés préfèrent souvent vendre ou louer à des personnes qui ont accès à davantage de ressources [4].

B. Les jeunes ruraux et l'agriculture : une place difficile à trouver

Les jeunes aiment-ils l'agriculture ? Les témoignages recueillis soulignent régulièrement le désintérêt des jeunes pour l'agriculture, considérée comme une activité de « second rang ». Il existe toutefois peu de données empiriques à ce sujet et il est difficile de répondre à cette question, tant les situations diffèrent. L'image que les jeunes ont de l'agriculture semble certes souvent négative. Ce caractère « répulsif » de l'agriculture tient à plusieurs facteurs : pénibilité des travaux, faibles revenus, difficultés pour s'installer, milieux ruraux souvent dépourvus du minimum d'infrastructures (électricité, loisirs), ce qui rend les conditions de vie « austères ». D'autres témoignages indiquent toutefois que les jeunes s'engagent avec plaisir dans l'agriculture lorsque celle-ci est accessible et rémunératrice [7].

Un accès au foncier difficile. L'accès au foncier est particulièrement difficile pour les jeunes qui souhaitent s'installer en agriculture, soit parce qu'il y a peu de terres disponibles, soit parce que les terres se situent loin du village et / ou nécessitent des investissements conséquents pour devenir cultivables (lorsqu'il s'agit de forêt notamment). Les coutumes en vigueur tendent par ailleurs à donner le contrôle des terres aux hommes plus âgés. L'accaparement et la concentration des terres rendent encore plus difficile l'accès au foncier pour les jeunes [7]. Les

difficultés d'accès au foncier sont encore plus grandes pour les femmes, en raison des lois et des coutumes portant sur l'héritage.

Une activité dévalorisée. L'éducation, notamment secondaire, contribue à la « déqualification » des jeunes ruraux. Les compétences agricoles sont négligées et l'agriculture elle-même est abaissée au rang d'activité de « dernier recours », réservée à ceux qui ne travaillent pas bien à l'école [7].

« Quand j'ai commencé l'agriculture, je trouvais que c'était dévalorisant pour quelqu'un qui a fait des études »

La faiblesse des services financiers. La majorité des acteurs financiers sont réticents à offrir leurs services (crédit, épargne, assurance) aux jeunes ruraux, dont le profil est considéré comme « risqué » (garanties faibles ou absentes). Dans ce contexte, des fonds destinés à allouer des crédits de campagne à des jeunes agriculteurs à des taux nettement en-deçà de ceux pratiqués par les institutions financières ont été créés dans la plupart des pays. Mais la portée de ces fonds est souvent limitée. La plupart ont une durée de vie et des ressources limitées. Le suivi des bénéficiaires est souvent mal assuré, ce qui conduit à des défaillances dans le recouvrement des créances et limite les possibilités de poursuivre l'octroi de crédits à d'autres jeunes [9].

C. Des jeunes ruraux mobilisés, mais peu dans l'agriculture

Des jeunes ruraux engagés. Les jeunes se mobilisent particulièrement. Beaucoup d'entre eux estiment avoir « une plus grande compréhension de leur environnement » et une « plus grande ouverture d'esprit » qu'ils associent à l'éducation scolaire. En effet, l'école confère la capacité de lire et d'écrire et décuple l'accès à l'information, aux médias, aux lois. Les médias participent à fournir des points de comparaison qui permettent de fixer un niveau d'aspiration. Les voyages à l'extérieur du village, liés à des phénomènes migratoires de plus en plus fréquents, participent à doter les jeunes de références qui leur donnent la volonté d'améliorer les conditions de vie dans leur village. L'essor des réseaux sociaux et des technologies de communication a accru les possibilités d'échange et de mobilisation.

Des mobilisations autour du politique. Les jeunes ruraux sont particulièrement mobilisés collectivement autour du politique. Dans les années 1990 et 2000, cette implication a notamment pris la forme de milices rurales en Côte d'Ivoire, de groupes de jeunes combattants au Liberia et en Sierra Leone, d'associations politiques ou religieuses au Bénin [4]. Plus récemment, les jeunes ont joué un rôle clé dans la chute de Blaise Compaoré au Burkina Faso. Les jeunes ruraux s'engagent également beaucoup dans des projets de développement local.

Des mobilisations propres aux mutations des sociétés rurales. Longtemps, la littérature a eu tendance à considérer que les mobilisations des jeunes ruraux étaient essentiellement « pilotées » par ce qui se passait en milieu urbain. Les études menées à partir des années 1990, suite aux conflits et aux violences politiques en milieu rural (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia notamment) ont montré que ces mobilisations avaient des racines agraires. La position et les perspectives des jeunes ruraux s'inscrivent dans un contexte politique de long-terme, elles ne sont pas que le fruit de crises économiques, politiques et sociales. L'engagement des jeunes ruraux dans des associations de jeunes, comités de vigilance, projets de développement témoignent de leur capacité à se positionner pour avoir accès à la citoyenneté et aux ressources publiques [4].

« Dans les organisations paysannes, 90% des personnes sont âgées ; les jeunes sont presque inexistantes. »

Une faible mobilisation collective dans l'agriculture. Le niveau d'organisation des jeunes dans l'agriculture reste en revanche assez faible. Il existe différents types d'organisation de jeunes agriculteurs : certaines ont été suscitées par les pouvoirs publics (les « Fadas » au Niger, la Fédération nationale des jeunes professionnels agricoles du Faso au Burkina), d'autres résultent de l'initiative de jeunes agriculteurs souvent à la sortie de centres de formation (Fédération nationale des jeunes ruraux du Mali), d'autres encore sont mises en place par des organisations paysannes (Collèges des jeunes du Roppa). Toutes ces organisations sont généralement de faible envergure et peu dynamiques. Selon une étude du Collège des Jeunes du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) au Sénégal, cette situation est due à un certain nombre de barrières. Dans le monde rural sénégalais, les jeunes engagés dans les organisations sont stéréotypés de « fainéants ». Ils sont la force vive de la famille et sont mieux perçus dans les travaux champêtres que dans le militantisme des organisations. Comme ils manquent d'expérience, ils ont plutôt tendance à rejoindre les organisations existantes qu'à créer les leurs. Or ils ont souvent du mal à faire passer leurs revendications dans des sociétés où il est

mal vu pour un jeune de remettre en question les propos d'un ancien. Ils sont aussi généralement mis à l'écart des instances de prise de décision. Du fait de cette intégration difficile, ils ont tendance à se désintéresser des organisations paysannes [9].

Jeune et femme : un double obstacle au sein des OP ?

Peu de femmes sont membres individuels des organisations de producteurs. Celles qui adhèrent le font, dans leur majorité, par le biais de groupements féminins, mais elles accèdent ensuite difficilement aux postes de responsabilité. Au niveau du village, les représentations se font par ménage. Les femmes se trouvent généralement écartées des positions de pouvoir et de décision quant à l'accès et au contrôle des moyens de production [10].

Un engagement plus fort dans les mouvements criminels ?

Déjà dans les périodes coloniale et précoloniale, les jeunes étaient les plus impliqués dans les actes de protestation et de résistance, mais aussi de criminalité et de guerre [4]. Aujourd'hui, les groupes terroristes recrutent notamment parmi les jeunes ruraux. Depuis plusieurs années, Boko Haram en particulier recrute des milliers de jeunes Nigériens et Camerounais. Selon Manassé Aboya Endong, directeur exécutif du Groupe de recherches sur le parlementarisme et la démocratie en Afrique, il est facile pour le groupe terroriste de recruter dans les régions pauvres, comme dans le Nord Cameroun où près de 500 jeunes auraient récemment disparu : « Ces jeunes étaient vendeurs de carburant ou chauffeurs de mototaxis. Ils gagnaient en moyenne 2 euros par jour. Après les enlèvements et les rançons, ils peuvent toucher 1 million de FCFA (1 500 euros) ».¹

Les jeunes et la religion : une « instrumentalisation » ?

L'implication des jeunes dans des mouvements terroristes a remis en avant la question de la religion et des jeunes. Le religieux est pourtant depuis plusieurs décennies en Afrique de l'Ouest un facteur de mobilisation. En Afrique comme ailleurs, ces dernières décennies ont été marquées par un foisonnement religieux intense, touchant en

particulier les jeunes qui sont nombreux à convertir aux Eglises « indépendantes » et à une autre forme d'islam que celui qui existe dans la région depuis des siècles. Comme dans les autres domaines, les jeunes sont souvent décrits comme une population « déboussolée » et donc facilement « manipulable » par ces nouveaux courants religieux. S'il peut y avoir une certaine instrumentalisation des jeunes, plusieurs chercheurs ont aussi souligné que la religion était un mode d'expression utile à des populations dans leur désir de mobilisation sociale et politique. Des enquêtes menées auprès de jeunes engagés dans divers groupes chrétiens et musulmans au Sénégal et au Burkina Faso ont montré que les dynamiques puritaines et rigoristes étaient des instruments de mobilisation, utilisées par les adeptes pour contester leur environnement social et politique ainsi que l'ordre religieux traditionnel [11].

¹ <http://www.jeuneafrique.com/45350/politique/terrorisme-quand-boko-haram-recrute-au-cameroun/>

D. Migrations et villes : des étapes souvent clé dans la vie des jeunes ruraux

L'importance des migrations. Les migrations, vers d'autres zones rurales ou en ville, font de plus en plus partie du parcours des jeunes ruraux. Elles constituent souvent un élément des stratégies d'installation des jeunes, en leur permettant de réunir des fonds pour démarrer une activité agricole. Les migrations sont essentiellement nationales ou régionales. Entre 2000 et 2005, les migrations interafricaines ont concerné 17 millions de personnes. Ces migrations constituent une des réponses aux enjeux démographiques et ont des effets positifs sur le marché de l'emploi et le transfert des capitaux. Elles sont pourtant de plus en plus difficiles aujourd'hui, dans le contexte des conflits et de l'insécurité au Sahel [1].

Les jeunes en ville. Les jeunes migrants se dirigent en patrie vers les zones urbaines. Ils y travaillent surtout dans le secteur

informel, particulièrement le petit commerce et les services (marchands ambulants, femmes de ménage). Selon une étude menée au Sénégal, ces activités sont davantage des trappes à pauvreté que de véritables activités pouvant permettre aux jeunes de rentabiliser véritablement leur force de travail [10]. Pourtant, les villes continuent globalement d'attirer les jeunes ruraux, car elles offrent de meilleurs services et infrastructures et présentent des opportunités de travail mieux rémunéré.

Des migrations rurales. Parallèlement au flux migratoire des jeunes ruraux vers les villes, se développe un flux des zones de production pluviale vers les zones aménagées ou irriguées surtout pendant la saison sèche. Les jeunes s'adonnent à l'agriculture et nouent avec les producteurs locaux des contrats basés généralement sur le salariat ou le métayage [10].

Une génération plus sereine ?

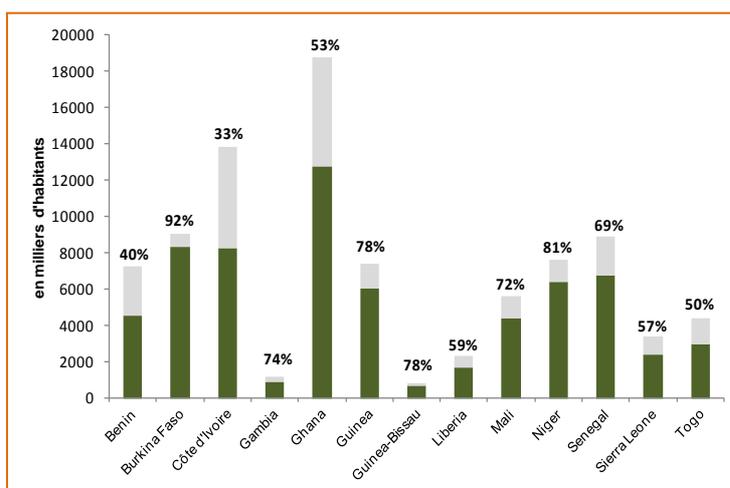
Bernard Lecomte a réuni différents matériaux (entretiens, publications) entre 2010 et 2012 sur les jeunes ruraux dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest et en France. Le sociologue Loïc Barbedette a fait une lecture de ces travaux, à la lumière notamment des entretiens qu'il avait lui-même réalisés avec des jeunes ruraux entre 1971 et 1983 en Afrique de l'Ouest. Selon lui, cette comparaison donne à voir des traits constants propres à la jeunesse : tension avec les adultes, inconfort de la situation de dépendance et aspiration au départ, soit de communiquer entre jeunes et difficulté à se faire entendre et « reconnaître ». Elle témoigne aussi d'éléments nouveaux. Les adultes d'aujourd'hui ne seraient plus comme avant opposés au départ de leurs enfants, et parfois ils s'opposeraient à leur retour au village. Ils consultent davantage les jeunes et leur donnent une place plus importante. Les jeunes de leur côté ont également changé. Certains pensent que l'on peut réussir à la campagne et s'y installer. Ils ont trouvé une nouvelle assurance devant les adultes et osent prendre des responsabilités. Ces changements seraient en partie dus à un affaiblissement de la « société des pères », lié à l'incapacité dans laquelle se sont trouvés un moment donné les chefs de famille d'assurer la subsistance de la famille. Les chefs de famille sont alors devenus "dépendants" des activités de leurs épouses et de leurs enfants. On assisterait alors à une sorte d'inversion du rapport à l'avenir entre les jeunes d'hier et ceux d'aujourd'hui, qui semblent plus sereins devant l'avenir (http://inter-reseaux.org/IMG/pdf/Jeunes_ruraux_d_Afrique_de_l_Ouest.pdf).

III. L'agriculture pour résoudre le problème des jeunes ruraux ?

A. L'agriculture, une solution immédiate face aux enjeux démographiques

Miser sur le secteur dominant. De nombreux acteurs (ONG, organisations internationales, recherche, organisations paysannes...) affirment que c'est principalement dans l'agriculture que ces jeunes pourront trouver une place dans les années à venir. Alors qu'en moyenne 65% de la population active est engagée dans l'agriculture en Afrique de l'Ouest (hors Nigeria où seuls 20% de la population active travaille dans l'agriculture), les alternatives d'emploi dans d'autres secteurs sont en effet limitées à court et moyen terme [1].

Rendre l'agriculture accessible et attractive. Ces acteurs s'accordent sur une série de mesures essentielles pour permettre aux jeunes ruraux de rester dans l'agriculture : faciliter l'accès à la terre, aux financements et à des dispositifs de formation et de conseil adaptés ; améliorer les infrastructures (routes, électricité, loisirs) en milieu rural ; favoriser la participation des jeunes ruraux à l'élaboration des programmes et des politiques ; encourager une augmentation des revenus agricoles qui permettrait de renforcer la demande rurale et les dynamiques de diversification en milieu rural.



Graph. 3. Population active travaillant dans l'agriculture (FAOSTAT)

Quelle modernisation de l'agriculture ? Au-delà de ces conditions « consensuelles », les positions divergent sur le modèle de production le plus à même d'« attirer » les jeunes dans l'agriculture. Certains affirment qu'une « modernisation » (entendue comme le modèle de la Révolution verte : mécanisation, semences améliorées, engrais...) de l'agriculture est nécessaire pour rendre l'agriculture plus productive, moins pénible et plus attractive pour les jeunes. Cette vision conduit souvent à « disqualifier » l'agriculture familiale et à développer des projets visant à proposer des terres à des investisseurs urbains ou des aides à l'installation à des jeunes non issus du milieu agricole, comme c'est le cas par exemple dans l'Etat de Kwara au Nigeria [12]. Force est de constater que de telles approches se sont souvent soldées par des échecs. Alors que la performance et la durabilité des agricultures d'entreprise ne sont pas avérées, l'agriculture familiale a su prouver ses performances économiques, sociales et environnementales, lorsque les conditions politiques ne lui sont pas trop défavorables [13].

« Au final, c'est le meilleur métier car on est libre et on peut gagner suffisamment d'argent »

Privilégier des systèmes intensifs en emplois. La capacité de l'agriculture à fournir des emplois varie selon les types d'agriculture. Certains systèmes de production agricole, comme des systèmes de polyculture-élevage avec un travail du sol, sont intensifs en travail (plus d'un travailleur par hectare), alors que d'autres, comme des exploitations céréalières hautement

motorisées, le sont peu (un travailleur pour plus de 100 hectares). D'une façon générale, les pratiques visant une augmentation de la production et de la valeur ajoutée à l'hectare, une réduction de leur variabilité ou l'amélioration de la fertilité génèrent du travail. L'agroécologie apparaît ainsi comme un modèle de production avec un effet positif pour l'emploi. Mais encore faut-il que les pratiques de production ne soient pas trop pénibles afin d'être suffisamment attractives. Une certaine forme de mécanisation des exploitations pourrait diminuer la pénibilité de l'activité agricole sans nécessairement réduire le nombre d'emplois, le temps gagné pouvant être investi dans d'autres tâches [14].

Un débat en faveur de l'agriculture familiale. Ces différents éléments plaident, selon plusieurs experts, pour un soutien à l'agriculture familiale qui est le principal employeur d'emplois en Afrique de l'Ouest et qui est relativement intensive en travail. Cela nécessite toutefois d'améliorer les conditions d'activités au sein de ces exploitations et de travailler sur les relations intrafamiliales, qui restent peu étudiées aujourd'hui [8]. Selon certains,

l'existence d'exploitations à grande échelle peut parallèlement faciliter la commercialisation et l'accès aux intrants et au crédit des exploitations familiales tout en offrant des opportunités d'emploi – temporaires ou durables - pour les jeunes [1]. Il existe toutefois un débat sur la possibilité de voir coexister ces deux modèles agricoles.

B. Et si la solution n'était pas (que) agricole ?

Le mirage de l'industrialisation. Pendant longtemps, les gouvernements et les organisations internationales ont pour l'essentiel prôné l'industrialisation et le renforcement des dynamiques urbaines pour engager un processus de développement. La productivité agricole est jugée trop faible et les progrès attendus trop lents pour permettre une sortie rapide de la pauvreté. La solution pour les ruraux pauvres – et donc la plupart des jeunes ruraux - se trouverait dans les villes. Cette position est de moins en moins mise en avant depuis la crise de 2008. L'absence d'industrialisation significative, malgré la forte urbanisation qu'a connue l'Afrique sub-saharienne au cours des dernières années, ont rendu cette option peu crédible à court terme [1].

Les limites foncières et économiques à la « solution agricole ». Ceci étant, de plus en plus d'organisations de producteurs et d'experts soulignent les limites foncières auxquelles l'agriculture est confrontée dans un contexte de forte croissance démographique. D'après les données de la FAO confirmées par les recensements généraux et les travaux récents des organisations paysannes, environ 75 % des exploitations familiales en Afrique subsaharienne disposent de moins de deux hectares. Chaque actif agricole moyen n'aurait comme marché pour ses produits agricoles et alimentaires qu'un seul actif non agricole, ce qui explique la faiblesse des revenus moyens agricoles. Hormis quelques systèmes de production spécifiques (maraichage périurbain, élevage intensif, productions spécialisées), et bien connectés à des marchés dynamiques et rémunérateurs, ces exploitations rencontrent les plus grandes difficultés à dégager suffisamment de production pour rémunérer ses actifs. Dans plusieurs zones, la forte croissance démographique et les faibles perspectives d'emploi en dehors de l'agriculture ont conduit à un morcellement des exploitations, dont

certaines ont atteint une taille en-deçà du seuil de viabilité économique. Dans ces régions, il est difficile d'imaginer comment l'agriculture va pouvoir offrir des emplois à tous les jeunes qui vont arriver sur le marché du travail, sans conduire parallèlement à une précarisation des systèmes d'exploitation et à une dégradation des ressources naturelles [13].

Accompagner une sortie de l'agriculture ? Dans ces conditions, certains commencent à s'interroger sur la pertinence de politiques visant à maintenir dans des conditions de survie une frange importante de la population agricole, empêchant sans doute l'émergence d'une agriculture familiale viable, avec des structures de production et des dotations en facteurs suffisants pour dégager des revenus décents à ses actifs. Les politiques agricoles devraient alors soutenir en priorité les exploitations familiales qui ont les capacités de dégager des revenus suffisants. Pour les exploitations familiales pauvres et très pauvres, qui sont certes un réservoir d'emplois mais qui rémunèrent mal leurs actifs, des politiques visant à accompagner un processus de diversification des activités rurales non agricoles seraient plus pertinentes [13].

Créer des emplois en amont et en aval de l'agriculture. Ce serait alors surtout dans les services en amont de la production (fourniture d'intrants et de matériel par exemple) et dans les chaînes de valeur en aval (transformation et commercialisation des produits agricoles) que se situerait le principal réservoir d'emploi. De plus cet environnement de la production est une condition essentielle pour que l'agriculture familiale se transforme. Accompagner le développement de petites et moyennes entreprises et industries devrait alors constituer une priorité des politiques publiques [13].

C. La formation : un enjeu crucial mais délaissé

Une formation essentielle pour l'insertion professionnelle. L'enseignement a progressé ces dernières années en Afrique de l'Ouest, mais de manière insuffisante. Les taux de fréquentation scolaire sont restés faibles au Mali et au Burkina, avec à peine 40 % des enfants de 5 à 17 ans contre 60 à 70 % au Sénégal et en Côte d'Ivoire. L'enseignement secondaire se développe mais pas la formation qui a vocation à préparer à l'insertion : seuls 9 % des élèves du secondaire le sont dans une filière de l'enseignement technique ou de la formation professionnelle. Ces lacunes entravent les stratégies d'insertion professionnelle des jeunes. Au Sénégal par exemple, parmi les jeunes sans emplois, 46% sont illettrés et 28% n'ont suivi que l'enseignement primaire [10].

Une formation agricole et rurale peu adaptée. Des formations agricoles ont été mises en place après les indépendances dans tous les Etats de la région. Techniques et peu articulés avec les réalités du terrain, ces dispositifs ont été considérablement réduits dans les années 1980. Aujourd'hui, les dispositifs existant sont souvent limités dans le temps (trois à cinq ans en général) et en ressources, ne concernant qu'un nombre limité de jeunes. Les modèles agricoles proposés sont globalement décalés des conditions paysannes. La plupart des étudiants sortant de ces dispositifs privilégient la fonction publique et les niveaux supérieurs (technicien et ingénieur pour encadrer les cultures de rente) à l'agriculture. Ainsi au Bénin par exemple, seuls 10 % des 490 jeunes formés par l'Etat en agriculture en 2002 se sont installés [15 ; 16].

Connecter la formation aux réalités professionnelles. Il y a néanmoins des évolutions positives. Les dispositifs en alternance facilitent l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes. Plusieurs dispositifs sont en lien avec les autres acteurs en milieu rural (organisations professionnelles, plateformes d'insertion, institutions financières), ce qui facilite l'insertion des jeunes [16].

IV. Conclusion : et les politiques publiques ?

Un engagement des politiques pour les jeunes. Depuis quelques années, les autorités régionales et nationales ont affirmé leur volonté de s'emparer de la question des jeunes. L'Union africaine a lancé en 2009 la « Décennie de la jeunesse africaine ». Les Etats du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal ont mis en place une politique nationale de l'emploi orientée vers les jeunes. Les mesures concernent essentiellement la formation, la distribution de financements et de microcrédits ou l'accès à l'information sur le marché de l'emploi.

Des moyens en deçà des enjeux. Les programmes et les ressources mis en œuvre restent néanmoins faibles. Les actions sont le plus souvent cloisonnées et dispersées. Dans la plupart des pays, la multiplicité des institutions chargées de la promotion, du financement et de la mise en œuvre des programmes d'emploi des jeunes, ainsi que le manque d'harmonisation des procédures nuisent à l'efficacité des interventions. Souvent, la mauvaise gestion financière a contribué à la nature précaire et insoutenable des programmes de création d'emplois pour les jeunes [10].

Adapter la formation à la polyvalence des jeunes ruraux. La formation agricole et rurale doit correspondre aux particularités du métier d'agriculteur. Les exploitants sont majoritairement polyvalents (diversité des productions, association élevage et cultures) et souvent pluriactifs (transformation, menuiserie, maçonnerie...). Cela implique d'intégrer dans la formation des dimensions liées à l'artisanat rural, afin que les jeunes puissent tirer des revenus en saison sèche. Au-delà des connaissances techniques, une insertion durable des jeunes exige aussi un socle de compétences générales (alphabétisation, mathématiques, gestion, citoyenneté, santé...) [15].

Associer la famille et intégrer l'éducation de base. La famille joue un rôle souvent indispensable dans l'installation des jeunes, que ce soit en termes d'accès au foncier, d'appui humain, financier ou matériel pour le démarrage des activités. Il est donc important pour la réussite du projet d'installation que les dispositifs de formation associent la famille du jeune [15].

« On n'a pas eu de formation d'agriculteur. Nous avons appris 'sur le tas' »

Pérenniser et élargir des dispositifs. Aujourd'hui, les dispositifs de formation concernent en général peu de jeunes et dépendent de financements de projets. Si une part d'autofinancement est envisageable (vente de produits/services, vente de formations continues à des

entreprises, contribution des familles/jeunes), celle-ci ne peut pas constituer l'unique source de financement et elle ne dépasse généralement pas 10 % du budget global. Plusieurs pistes sont envisagées pour assurer la pérennité des dispositifs au niveau économique, notamment en recherchant des modes de financement « hybrides » public-privé : mise en place de fonds nationaux d'appui à la formation professionnelle, régionalisation du financement et de la mise en œuvre de la formation professionnelle, expérimentation d'une fiscalité locale favorable à l'insertion des jeunes [16].

Par ailleurs, les politiques nationales portent sur les jeunes en général, considérés comme un groupe homogène. Les quelques mesures consacrées aux zones rurales tendent à ne considérer que l'activité agricole et à laisser de côté ce qui relève des activités non agricoles et des conditions de vie en milieu rural. La plupart des politiques reposent sur le postulat – qui reste à prouver – que les opportunités d'emplois découleront d'une agriculture d'entreprise [7].

Ces politiques ont également tendance à reproduire le syndrome de la « liste de course » : elles énumèrent toutes les mesures à mettre en œuvre (formation, foncier, crédit, information, infrastructures, services...). Or il est essentiel de prioriser les mesures dans des contextes de ressources limitées et surtout de ne pas déconnecter la question du contexte global. Les enjeux de la jeunesse rurale sont en effet profondément liés aux transformations démographiques, agraires, économiques et sociales, politiques en cours. La participation politique des jeunes ruraux s'avérera dès lors essentielle [7].

RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES

- R1. Changement structurel et emploi en Afrique Etat des lieux et enjeux de développement, Bruno Losch, mai 2013 : <http://www.nepad.org/sites/default/files/3f%20emploi%20en%20Afrique%20theme%203%20papier%20cirad%20Fr.pdf>
- R2. Perspectives économiques en Afrique 2012 : Emploi des Jeunes, BAD, OCDE, PNUD, 2012 : http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth_employment/
- R3. Que sait-on des jeunes ruraux ?, Benoit Coquard, mars 2015 : http://www.injep.fr/IMG/pdf/Rural_coquard_DEF.pdf
- R4. Les Jeunes ruraux, *Afrique contemporaine*, 2005 : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-2-page-15.htm>
- R5. Pour un élevage familial moderne de vie, Apess, 2011 : http://www.apess.org/attachments/article/198/DOS_APESS.pdf
- R6. Contraints de rester jeunes ? Evolution de l'insertion dans trois capitales africaines, P. Antoine et al., *Autrepart*, 2001 : http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_social_emancip/DIAL_ANTOINE_Constraints_rester_jeune.pdf
- R7. Who will own the countryside? Dispossession, rural youth and the future of farming, Ben White, 2011 : http://www.iss.nl/fileadmin/ASSETS/iss/Documents/Speeches_Lectures/Ben_White_valedictory_web.pdf
- R8. Pourquoi faut-il s'intéresser aux familles en agriculture ? J-M. Sourisseau et H. Guétat-Bernard, *Grain de sel*, juin 2015 : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/p.12-13_gdsaf.pdf
- R9. Etude préparatoire à la mise en place du Collège des Jeunes du Roppa, Bio Goura Soulé, 2014 (non publié).
- R10. Résultats du projet « Emploi Jeunes et Migrations en Afrique de l'Ouest » (EJMAO), IPAR, 2014 : <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/54153/1/IDL-54153.pdf>
- R11. Dynamiques religieuses et mobilisations sociales en Afrique, F. Samson N'Daw, 2010 : <http://www.cetri.be/IMG/pdf/Ndaw.pdf>
- R12. Les jeunes et l'agroalimentaire : aspirations, opportunités et défis, *Future Agricultures*, mars 2013 : <http://www.future-agricultures.org/publications/research-and-analysis/briefings-politiques/1750-les-jeunes-et-l-agroalimentaire-aspirations-opportunités-et-défis/file>
- R13. Emplois agricoles et viabilité des exploitations familiales, Roger Blein et Bio Goura Soulé, *Grain de sel*, juin 2015 : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/p.24-25_gdsaf.pdf
- R14. Quels changements techniques pour développer l'emploi dans l'agriculture ?, L. Levard et P. Dumazert, décembre 2014 : <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/conferences-seminaires/12-Conferences-seminaires.pdf>
- R15. Former les jeunes ruraux pour développer les agricultures familiales, Coordination Sud, septembre 2014 : <http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Notes-C2A-N19.pdf>
- R16. Capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les ONG, Iram, janvier 2015 : <http://www.iram-fr.org/pdf-publications/675.pdf>

Les *Bulletins de synthèse Souveraineté alimentaire* sont une initiative d'Inter-réseaux Développement rural et de SOS Faim Belgique. Ils visent à produire une synthèse sur un thème lié à la souveraineté alimentaire, à partir d'une sélection de références. Ils paraissent tous les trimestres et sont diffusés par voie électronique. Vous pouvez vous inscrire sur le site d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org. Ces bulletins sont réalisés grâce au soutien financier de la Direction Générale de la Coopération au Développement du ministère des Affaires Étrangères (Belgique) et de SOS Faim Belgique. Inter-réseaux est soutenu par l'Agence française de développement.

SOS Faim Belgique (www.sosfaim.org) soutient les organisations paysannes et de producteurs agricoles dans une quinzaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Inter-réseaux Développement rural (www.inter-reseaux.org) est une association visant à promouvoir les débats, échanges et réflexions en réseau au sujet du développement rural dans les pays du Sud.

Ce bulletin de synthèse a été rédigé par Liora Stuhrenberg (liora.stuhrenberg@inter-reseaux.org). Remerciements particuliers à Alice Bortzmeyer (Inter-réseaux), Pierre Girard (Farm), Jean-Jacques Grodent (SOS Faim), Vital Pelon (Inter-réseaux), Anne-Laure Roy, Amandine Schlur (Fert) et Joël Teyssier (Inter-réseaux) pour leurs apports. Les « paroles de jeunes » sont extraites d'entretiens menés par des étudiants de Montpellier SupAgro en stage au Cameroun. Ces entretiens seront mis en ligne sur le site d'Inter-réseaux, dans le cadre du cycle thématique consacré aux Jeunes ruraux.

Si vous souhaitez réagir par rapport à la thématique abordée, donner votre avis, apporter un complément d'information, attirer notre attention sur un document, merci de nous écrire à : inter-reseaux@inter-reseaux.org